



Urbanisme ; Direction de la construction ; Sous-direction du droit de l'habitat ; Bureau de la législation et de l'habitat (1968-1987)

Répertoire (19920436/1-19920436/34)

Archives nationales (France)
Pierrefitte-sur-Seine
1992

INTRODUCTION

Référence

19920436/1-19920436/34

Niveau de description

fonds

Intitulé

Urbanisme ; Direction de la construction ; Sous-direction du droit de l'habitat ; Bureau de la législation et de l'habitat

Intitulé

DROIT DE L'HABITAT : PROJETS DE TEXTES

Date(s) extrême(s)

1968-1987

Présentation du contenu

Sommaire Art. 1-29 : travaux parlementaires (1968-1984). Art. 30-34 : questions écrites (1968-1987).

Type de classement

Classement numérique

Nom du producteur

- [Bureau de la législation et du contentieux \(ministère chargé du logement\)](#)

Localisation physique

Pierrefitte

Termes d'indexation

logement; habitat; construction; question parlementaire; proposition de loi; réglementation; législation

https://www.siv.archives-nationales.culture.gouv.fr/siv/IR/FRAN_IR_018137

Cet instrument de recherche a été rédigé dans le système d'information archivistique des Archives nationales. Il est en Français.

Il est conforme à la norme ISAD(G) et aux règles d'application de la DTD EAD (version 2002) aux Archives nationales.

Répertoire (19920436/1-19920436/34)

19920436/1

TP.0 - Notes et correspondance relative au traitement des propositions de loi par la Direction de la Construction en vue de préparer les projets de réponse (1968-1981) ; lettre de la Chancellerie sur le droit de la copropriété" (1979), 1968-1981

TP. 1-9 - Propositions ou projets de loi :

- sur la mise en oeuvre d'une catégorie de logements d'intérêt social par les SEM, 1968-1969
- tendant à modifier l'article 78 de la loi du 24/07/1867 sur les Sociétés commerciales, 1968
- sur la cession de baux commerciaux, 1975-1982
- portant mesures en faveur des français rapatriés et autres débiteurs dépossédés de leurs biens Outre-Mer, 1968-1969
- relatifs aux baux commerciaux, 1969-1971
- relatifs aux sociétés commerciales, 1968-1971
- tendant à modifier et compléter l'article 1er de la loi n° 48-1360 du 01/09/1948 sur les loyers, 1968-1969
- tendant à instituer un droit de retrait au profit des locataires ou occupants, en cas de vente de l'appartement qu'ils occupent, 1968-1973
- relative à la publicité des opérations de crédit-bail, 1968

19920436/2

TP.10 - Propositions de loi relatives au dispositif de fermeture des portes communes des immeubles affectés à l'habitation, à la garantie contre les vices de construction, 1966-1978

19920436/3

TP. 11 - Rapport sur le statut de l'Ordre des experts-comptables et des comptables agréés, 1968

TP. 12-22 - Propositions de loi :

- autorisant l'attribution d'office des appartements neufs inoccupés et tendant à réserver aux travaux de décoration 1% des crédits affectés à la construction des bâtiments publics
- relatives aux débits de boissons, 1968-1970
- tendant à compléter l'article 10 de la loi n° 48-1360 du 1/09/1948 de telle sorte que le droit au maintien dans les lieux soit accordé aux occupants de locaux d'habitation fournis par des entreprises industrielles au titre d'accessoire du contrat de travail lorsque ces entreprises cessent leur activité, 1968-1969
- relatives au maintien dans les lieux des locataires des hôtels et des maisons meublées, 1968-1974
- réformant les institutions de la région parisienne, 1968-1974
- instituant des mesures d'aide au logement en raison de la crise économique et du chômage, au versement de l'allocation-logement en cas de défaut de paiement du loyer, tendant à la création d'une commission d'enquête parlementaire sur les causes et les conséquences de la multiplication des saisies et expulsions de locataires dans les ensembles d'habitations, 1969-1976
- tendant à instituer un régime de prêts à long terme pour le financement des équipements des grands ensembles d'habitation et des villes nouvelles, 1968-1969
- tendant à rendre obligatoires les assurances incendie pour tous les logements, 1968
- tendant à faciliter aux collectivités locales l'acquisition des terrains nécessaires à certaines réalisations d'intérêt général, 1968-1970
- relatives au logement des étudiants et des personnes seules, 1967-1968
- tendant à modifier certains articles du titre premier du Code Rural relatifs aux opérations d'Aménagement foncier et de remembrement, 1968

19920436/4

TP.23 - Projet de loi de finances rectificative pour 1968 et rapports, débats ; projet de loi de finances pour 1969 et rapports annexes, 1968-1969

19920436/5

TP.23 - Projet de loi de finances pour 1969 et rapports annexes ; projet de loi de finances rectificative pour 1969, 1969-1970

19920436/6

TP.23 - Projet de loi de finances pour 1970 et rapports annexes, 1969-1970

19920436/7

TP.23 - Projet de loi de finances pour 1970, et rapports annexes, 1969-1970

19920436/8

TP.24-30 - Propositions ou projets de loi relatifs :

- à l'exploration du plateau continental et à l'exploration de ses ressources naturelles, 1968-1969
- tendant à faire participer les locataires à la rémunération des employés d'immeubles des 3ème, 4ème et 5ème catégories, 1968-1969
- portant diverses dispositions d'ordre économique et financier ; rapports et débats à l'Assemblée Nationale et au Sénat, 1969-1970
- tendant à compléter le chapitre 1er de la loi du 28/06/1938 tendant à régler le statut de la copropriété des immeubles divisés par appartements ; proposition de loi relative aux sociétés de construction ; correspondance avec les directions, 1964-1969
- au relogement des travailleurs immigrés et à leur statut, 1968-1973
- tendant à faciliter l'accession des salariés à la propriété et à la location des locaux d'habitation destinés à leur usage personnel et à la participation des comités d'entreprises ; correspondance avec les directions, 1968-1976
- tendant à créer un Fonds National de garantie des calamités publiques et fixant les modalités d'indemnisation des machines DE calamités publiques, 1968-1969

19920436/9

TP.31-39 - Propositions ou projets de loi :

- relatifs à la délivrance du certificat de conformité au permis de construire et complétant le Code de l'Urbanisme et de l'habitation en ce qui concerne le permis de construire, 1968-1976
- tendant à l'interdiction de l'exportation du patrimoine immobilier français ; propositions de loi, tendant à promouvoir une urbanisation équilibrée et à abroger la loi n° 70-610 du 10/05/1970 relative à la création d'agglomérations nouvelles ; propositions de loi relatives aux opérations de rénovation urbaine, 1968-1981
- tendant à faciliter le logement des personnes âgées et tendant à améliorer les conditions d'attribution de l'allocation de loyer et le logement des personnes âgées, des handicapés physiques, invalides et grands malades ; correspondance avec les directions, 1968-1977
- tendant à compléter l'article 15 de la loi de finances rectificative pour 1966 afin d'assurer une meilleure utilisation des locaux devenus vacants à la suite d'institution de périmètres de protection de marchés d'intérêt national, 1968-1969
- tendant à la création, dans le cadre du Fonds national de l'emploi d'une Caisse autonome de garantie des emprunts contractés et portant diverses mesures en faveur de l'emploi, 1968-1979
- tendant à améliorer le fonctionnement des institutions communales, 1968-1970
- relatifs à la responsabilité et à l'assurance dans le domaine de la construction, 1968-1981

- tendant à favoriser la décoration artistique des espaces publics des grands ensembles
- relatifs aux rapports entre bailleurs et locataires ou occupants de locaux d'habitation ou à usage professionnel et relatives au maintien dans les lieux de personnes âgées, 1973-1981

19920436/10

TP.41-51 - Propositions ou projets de loi :

- relatifs aux conditions d'exercice de la responsabilité civile des collectivités locales dans les sociétés anonymes, 1968-1969
- tendant à instituer dans le secteur privé une contribution patronale obligatoire à titre de participation au financement de la construction et au fonctionnement des crèches, 1969-1970
- portant simplifications fiscales, 1969-1970
- tendant à modifier le 9^e alinéa de l'art. 4bis de la loi du 28/06/1938 relative au statut de la copropriété, 1968-1969
- tendant à réserver aux travaux de décoration 1% des crédits de construction ouverts aux administrations et collectivités, 1966-1979
- à la rémunération des personnels des offices publics d'HLM, 1968-1969 - tendant à simplifier les dons et legs aux départements, 1968-1969
- aux filiales d'entreprises publiques, 1968-1969
- à modifier la loi 51-1372 du 01/12/1951 et à empêcher les abus liés à la pénurie de logements, 1968-1970
- visant à faciliter le développement du logement locatif privé, à suspendre les mesures d'expulsion et autres voies d'exécution lorsqu'elles ont pour cause le chômage ou la maladie, 1969-1984
- tendant à modifier la loi 65-557 du 10/07/1969 fixant le statut de la copropriété des immeubles bâtis, 1969-1970

19920436/11

TP.52-60 - Propositions ou projets de loi :

- tendant à modifier l'article 69 de la loi d'orientation foncière n° 67-1253 du 30/12/1967 afin de porter d'un an à deux ans le délai de paiement de la taxe locale d'équipement lorsque celle-ci est applicable à des immeubles individuels ou à permettre aux collectivités locales de renoncer à en percevoir en tout ou partie, 1969-1970
- relatifs à la création du salaire minimum de croissance (débat), 1969
- tendant à modifier l'article 22 bis de la loi n° 48-1360 du 1/09/1948 portant modification et codification de la législation relative aux rapports des bailleurs et locataires ou occupants de locaux d'habitation ou à usage professionnel et instituant des allocations de logement afin d'assurer aux locataires ou occupants invalides la sécurité du logement, débats à l'Assemblée Nationale et au Sénat, 1969-1970
- fixant le régime applicable aux sociétés civiles autorisées à faire publiquement appel à l'épargne, débats, 1970-1971
- tendant à démocratiser la participation des entreprises à l'effort de construction et à compléter l'article 7-1 de la loi n° 53-611 du 11/07/1953 afin que les fonds provenant de la participation des employeurs à l'effort de construction de logements soient partiellement utilisés pour la construction, au profit des personnes âgées, de logements ou de maisons individuelles, hors des grands centres urbains, 1970-1973
- tendant à compléter l'article 1^{er} de la loi n° 62-904 du 4/08/1962 instituant une servitude sur les fonds privés pour la pose des canalisations publiques d'eau ou d'assainissement, 1969-1970
- sur les groupes de sociétés et la protection des actionnaires et du personnel, 1969-1970
- relatifs à la législation applicable dans les départements d'Outre-Mer, 1969-1970
- relatifs aux associations foncières urbaines, débats, 1970-1971

19920436/12

TP.61-63 - Propositions de loi relatives :

- à une contribution nationale pour l'indemnisation des Français dépossédés de biens situés dans un territoire antérieurement placé sous la souveraineté, le protectorat ou la tutelle de la France et à l'indemnisation des Français rapatriés, 1970
- au relogement des personnes âgées expropriées dans le cadre de diverses opérations d'urbanisme, 1968-1982
- à la préparation du VIème Plan, 1970

19920436/13

TP.64-65- Projets de loi tendant :

- à limiter l'extension des locaux à usage industriel dans la région parisienne, débats au Sénat, 1970- 1971
- à modifier le régime fiscal des mutations à titre gratuit, 1970

TP.66 - Projets de loi de finances rectificative pour 1970, débats, 1970-1972

19920436/14

TP.66 - Projets de loi de finances pour 1971, 1970-1971

19920436/15

TP.66 - Projets de loi de finances pour 1971, 1970-1971

19920436/16

TP.66 - Projet de loi portant règlement définitif du budget 1971

19920436/17

TP.67- 78 - Propositions ou projets de loi :

- tendant à modifier les conditions d'acquisition par les locataires des habitations à loyer modéré à usage locatif, 1970-1979
- modifiant et complétant la loi du 31/12/1913 sur les monuments historiques, et tendant à modifier l'article 12 de la loi du 2 mai 1930 afin de soumettre au Conseil de Paris tout projet entraînant une dérogation de hauteur en matière de construction dans le périmètre de Paris délimité par l'enceinte des Fermiers généraux, 1970
- tendant à abroger l'article 1873-4 alinéa 3 du Code civil relative à l'indivision conventionnelle, 1970- 1977
- tendant à réglementer les retenues de garantie en matière de marchés de travaux définis par l'article 1779-3ème du Code civil, débats, 1970-1971
- tendant à assurer le développement du commerce indépendant et de l'artisanat et la réglementation des magasins à grande surface de vente, 1970
- tendant à assurer la rénovation des cités et de l'habitat miniers du Bassin du Nord et du Pas-de-Calais
- correspondance avec les directions, 1973-1978
- portant création et organisation des régions, 1970-1973
- tendant à promouvoir une politique sociale dans le domaine du logement, correspondance avec les directions, 1973-1978
- instituant une aide temporaire au profit de certains commerçants âgés, 1970-1971
- visant à étendre le régime d'épargne-logement en Nouvelle-Calédonie et dépendances, 1981-1982
- portant suppression de certaines taxes annexes aux contributions directes locales, 1971
- portant réforme du régime fiscal des profits de construction, débats, 1971

19920436/18

TP.79 - Projets de loi et débats, 1971

TP.80 - Loi n° 71-580 du 16/07/1971 relative aux habitations à loyer modéré modifiant le code de l'urbanisme et de l'habitation, débats, 1971

19920436/19

TP.80 - Projets de loi relatifs aux habitations à loyer modéré modifiant le Code de l'urbanisme et de l'habitation, débats, 1971

19920436/20

TP.81-83 - Projets de loi :

- portant diverses dispositions en vue d'améliorer la situation des familles et relatifs à l'allocation de logement, débats, 1971-1979
- modifiant la loi n° 52-332 du 24 mars 1952 relative aux entreprises de crédit différé, débats, 1971
- sur les fusions et regroupements de communes, débats, 1971

19920436/21

TP. 84-88 - Propositions ou projets de loi :

- portant modifications du régime de l'exemption temporaire de contribution foncière prévue en faveur des locaux d'habitation, débats, 1971
- modifiant l'ordonnance n° 58-997 du 23 octobre 1958 relative à l'expropriation, 1971-1973
- tendant à garantir la dignité et à améliorer la qualité de la vie des travailleurs immigrés en France et à promouvoir une politique sociale du logement des travailleurs migrants et une gestion démocratique des foyers, correspondance avec les directions, 1971-1975
- portant dispositions diverses en matière d'urbanisme et d'action foncière, rapport, débats, 1971
- tendant à assurer un fonctionnement démocratique des conseils d'administration des offices publics d'HLM, à modifier la composition des conseils d'administration des offices publics d'HLM, à réaliser les travaux de modernisation et de confort du parc HLM existant de l'Office public HLM de la ville de Paris, 1971-1977

19920436/22

TP.89 - Projets de loi portant réforme de certaines professions judiciaires et juridiques, 1971

TP.90 - Proposition de loi tendant à réglementer les charges locatives, correspondance avec les directions, 1972-1973

19920436/23

TP.91 - Projets de loi instituant l'aide judiciaire, 1971-1972

TP.92 - Loi de finances pour 1972, 1971-1972

19920436/24

TP.93-95 - Propositions ou projets de loi :

- relatifs à l'application aux Offices publics d'HLM des dispositions de l'article 72 de la loi n° 53-80 du 7 février 1953, 1971-1974
- relatifs à la codification des textes législatifs concernant l'urbanisme, la construction et l'habitation, l'expropriation pour cause d'utilité publique, la voirie routière, le domaine public fluvial et la navigation intérieure, 1972
- portant sur les charges locatives, 1972-1973

TP.96 - Projets de loi relatifs à diverses opérations de construction, dossier du Ministre par article (loi n° 71-579 du 16/07/1971), 1971-1972

19920436/25

TP.96 - Dossier par article pour le débat de juin 1972 (loi rectificative)

19920436/26

TP.97-109 - Propositions ou projets de loi :

- tendant à étendre le champ d'application de l'article 38 de la loi du 1/09/1948 relative aux rapports entre bailleurs et locataires, correspondance avec les directions, 1972-1974
- tendant à compléter et à modifier les dispositions de la loi n° 66-537 du 24/06/1966 sur les sociétés commerciales, 1972-1973
- tendant à modifier le 1er alinéa de l'article 29 de la loi de finances rectificative pour 1970 afin de proroger au 31/12/1972 le délai de constitution des associations syndicales susceptibles de bénéficier de subventions de l'Etat pour l'aménagement des lotissements défectueux, 1972
- portant création d'un fonds de péréquation destiné à indemniser les victimes des nuisances de l'aérodrome de Roissy-en-France, 1972
- tendant à la rationalisation des annonces immobilières, 1972
- modifiant le titre neuvième du Livre et troisième du Code Civil, 1972-1973
- relatifs à la protection des consommateurs en matière de démarchage et de vente à domicile, correspondance avec les directions, 1970-1973
- d'orientation du commerce et de l'artisanat, 1972-1973
- complétant la loi n° 71-584 du 16/07/1971 tendant à réglementer les retenues de garantie en matière de marchés de travaux définis par l'article 1779, 3°, du Code Civil, 1972
- relatifs à l'hébergement collectif, 1972-1973
- relatifs aux sociétés anonymes coopératives HLM de location coopérative, correspondance avec les directions, 1972-1974
- sur l'architecture, 1972-1973
- Rapports relatifs aux opérations d'accession à la propriété réalisées par les organismes d'habitations à loyer modéré, correspondance avec les directions, 1972-1975

19920436/27

TP. 110-139 - Propositions ou projets de loi :

- sur l'organisation régionale, les versements de garantie versés par les locataires, 1972-1973
- sur le 1% de décoration, la protection des locataires en cas de rénovation, la lutte contre le bruit, la lutte contre la spéculation foncière, la création d'une formule d'achat en viager pour les personnes âgées, l'extension de l'allocation-logement aux titulaires d'une pension de réversion et aux DOM, la permission aux conseils généraux de créer des caisses d'accession à la propriété pour leurs personnels, 1973-1975
- sur l'indemnisation des propriétaires frappés d'expropriation pour cause d'insalubrité, le logement des jeunes travailleurs, le logement social à Paris (correspondance avec les directions), l'institution d'une prime pour l'utilisation de matériaux régionaux, l'exonération partielle des locations occasionnées par la maladie ou des motifs professionnels, 1973-1982
- relatifs à l'isolation thermique et au chauffage des locaux, 1974
- tendant à modifier l'article 24 du décret 53-960 du 30 septembre 1953 relatif au versement d'intérêts partiels pour les sommes payées d'avance au propriétaire à titre de loyer ou de dépôt de garantie, 1978
- portant création d'un contrat de résidence, instituant un programme de construction de foyers de personnes âgées, 1974-1979
- tendant à modifier la loi 70-600 afin d'interdire toute clause d'une convention portant sur un local d'habitation prévoyant une indexation du coût de la construction, 1974
- tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'Office central interprofessionnel du logement, au droit des usagers à connaître la gestion de leur immeuble, 1974-1980
- relatifs à l'association des habitants à la définition de leur cadre de vie, 1974

- tendant à modifier l'art 45 du code des caisses d'Epargne, aux conditions des prêts HLM, 1974-1979
- tendant à faire bénéficier les agents des OPAC du statut de droit public applicable aux personnels des OPHLM, 1974
- relative au maintien dans les lieux de locataires ou occupants de chambres isolées pour des raisons sociales, 1974
- tendant à instituer un moratoire des saisies, relatifs au blocage des loyers, 1974-1976
- relatifs aux déductions fiscales afférentes à l'habitation principale, 1974-1975
- tendant à définir un statut des travailleurs frontaliers, 1974

19920436/28

TP 140-160 - Propositions de loi :

- sur la famille, 1974-1981
- tendant à assurer le paiement des sous traitants en cas de liquidation judiciaire du titulaire du contrat principal, 1974
- relatives aux immeubles HLM construits par les offices de la région parisienne, 1975
- tendant à affecter à la construction d'immeubles des tinés au tourisme social une fraction des sommes perçues au titre de la participation des employeurs, 1975-1979
- sur les voies et moyens d'une politique de construction et d'urbanisme, 1975
- relative à la limitation du nombre de logements dans un grand ensemble d'habitation, aux ensembles Olympia et Masséna dans le 13ème, 1975-1980
- sur la protection des candidats à la construction de maisons individuelles, 1976
- tendant à compléter les dispositions du code civil relatives au contrat de louage d'ouvrage, 1976
- relatives aux économies d'énergie, 1977-1980
- tendant à la défense des SCP HLM, 1977
- tendant à modifier les art 303 et 305 du Code de l'urbanisme et de l'habitation, 1978
- tendant à instituer des mesures nouvelles d'aide au logement en raison de l'aggravation de la crise et du chômage, à la construction de 10000 HLM locatives supplémentaires par an, 1977-1979
- relatives aux travailleurs immigrés, 1978-1980
- visant à garantir le relogement des salariés contraints de quitter un emploi au titre duquel ils étaient logés, 1978
- modifiant certaines dispositions de la loi 75-1255 relatives aux opérations d'accession à la propriété réalisées par les organismes HLM, au contrôle des aliénations volontaires des actions par les SA, 1978-1979
- modifiant l'art 116 de la loi 56-780 relative à la SONACOTRA
- relatives au logement des fonctionnaires de la police nationale (et rapport), 1979-1982
- tendant à créer un organisme unique chargé de percevoir contrôler et redistribuer certaines de charges sociales par les entreprises employant moins de 20 salariés, 1979

19920436/29

TP. 161-171 - Propositions ou projets de loi :

- tendant à instituer un droit de préemption au profit des communes rurales et pour la défense et la promotion de la ruralité, 1979
- visant à garantir le relogement des salariés contraints de quitter l'emploi au titre duquel ils bénéficiaient d'un logement fourni par l'employeur, tendant à suspendre les mesures de saisie, d'expulsion ou autres voies d'exécution lorsqu'elles ont pour cause le non-paiement d'une dette due au chômage, à la maladie ou plus généralement à la crise économique, 1979-1981
- tendant à modifier certaines dispositions du Code de la construction et de l'habitation, 1979
- complétant les dispositions sur la filouterie du logement, 1979

- Rapport et proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête chargée de recenser les scandales que constituent les escroqueries concernant l'accession à la propriété des logements et de proposer des mesures pour y mettre fin, propositions de loi tendant à empêcher les augmentations de frais de gestion des emprunts contractés auprès des sociétés de crédit immobilier par des accédants à la propriété individuelle et à rembourser les familles victimes des augmentations indues de leur charge d'emprunt, visant à faciliter l'acquisition des terrains par les accédants à la propriété, 1979-1983
- tendant à organiser la lutte contre les termites, et tendant à rendre obligatoires l'installation de conduits de fumée dans tous les logements neufs et leur restauration dans les réhabilitations d'immeubles, 1981-1982
- portant extension des avantages de la construction des résidences principales à tous les fonctionnaires et salariés bénéficiaires d'un logement de fonction pendant leur activité, 1981
- sur la vie associative, 1981 - tendant à favoriser la suppression des bâtiments en ruine, 1982
- tendant à étendre aux villes de plus de 25.000 habitants les dispositions de la loi n° 57-746 du 4/07/1957 rendant obligatoire l'installation d'un dispositif d'ouverture automatique dans les immeubles affectés à l'habitation, 1982
- tendant à relancer l'industrie du bâtiment, 1984

19920436/30-19920436/34

Questions écrites

19920436/30

1968-1975 (QE 1-55)

19920436/31

1975-1981 (QE 56-106)

19920436/32

1981-1984 (QE 107-155)

19920436/33

1984-1986 (QE 156-206)

19920436/34

1986-1987 (QE 207-249)